

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1002

[2004/200754]

4 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution et fixant les modalités du décret du 20 février 2003 relatif à la création d'un Fonds social de l'Eau en Région Wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu le décret du 20 février 2003 relatif à la création d'un Fonds social de l'Eau en Région wallonne;

Vu les articles 128, § 1^{er}, et 138 de la Constitution coordonnée du 17 février 1994;

Vu le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau, notamment l'article 6, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2003;

Vu l'avis du Comité de Contrôle de l'Eau du 1^{er} décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 26 novembre 2003;

Vu l'avis de la S.P.G.E. du 5 décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 14 janvier 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, définition, modalités de gestion***Article 1^{er}.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci. Il ne sera applicable que sur le territoire de la région de langue française.

Objet

Art. 2. Le Fonds social de l'Eau est le mécanisme financier qui, sur le territoire de la région de langue française, intervient au profit des consommateurs en difficulté de paiement dans le paiement de leur facture d'eau.

A cette fin, le produit de la contribution du Fonds social de l'Eau est affecté à quatre catégories de dépenses, de la manière suivante :

- à 85 % pour les dépenses d'intervention;
- à 9 % pour les dépenses de fonctionnement des C.P.A.S.;
- à 5 % pour les dépenses d'améliorations techniques;
- à 1 % pour les dépenses de fonctionnement de la S.P.G.E.

Définitions

Art. 3. Au sens du présent arrêté il faut entendre par :

1) consommateur en difficulté de paiement : le consommateur repris dans la liste visée à l'article 11, transmise par le distributeur au C.P.A.S. en raison du fait qu'à l'expiration du délai de mise en demeure, il se trouve en défaut de paiement de tout ou partie de sa facture d'eau de distribution;

2) dépenses d'intervention : les dépenses relatives à l'intervention financière en faveur des consommateurs en difficulté de paiement de leur facture d'eau;

3) dépenses de fonctionnement des C.P.A.S. : les dépenses relatives aux frais de fonctionnement, aux frais administratifs et de personnel, encourus par les C.P.A.S. intervenant dans la gestion des dossiers émergeant du Fonds social de l'Eau;

4) dépenses d'améliorations techniques : les interventions des distributeurs réalisées dans le cadre des améliorations techniques des installations d'eau des consommateurs bénéficiaires de l'intervention financière dans le paiement de leur facture d'eau;

5) dépenses de fonctionnement de la S.P.G.E. : les dépenses de gestion du Fonds social de l'Eau;

6) décret : le décret du 20 février 2003 relatif à la création d'un Fonds social de l'eau en Région wallonne;

7) facture d'eau : la facture relative à la prestation de service de fourniture d'eau de distribution majorée, le cas échéant, des frais de rappels ou de mise en demeure et des intérêts de retards;

8) Ministre : le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions.

Participations des distributeurs, de la S.P.G.E. et des C.P.A.S.

Art. 4. § 1^{er}. Les distributeurs, la S.P.G.E. et les C.P.A.S. participent au fonctionnement du Fonds social de l'Eau selon les modalités visées aux paragraphes suivants.

§ 2. Les distributeurs sont tenus :

1^o lors de la clôture de l'exercice comptable ou du budget, d'identifier dans leurs comptes et budgets, une provision pour les dépenses d'intervention, une pour les dépenses de fonctionnement des C.P.A.S., une pour les dépenses d'améliorations techniques et une pour les dépenses de fonctionnement de la S.P.G.E.;2^o pour le 28 février de chaque année, de communiquer à la S.P.G.E., un rapport d'activité reprenant au minimum les éléments suivants :

- le volume, en m³ d'eau, facturé l'année précédente;
- le montant des fonds utilisés destinés aux améliorations techniques et leur affectation;
- le solde de la contribution au Fonds social de l'Eau de l'année précédente;

3° pour le 31 mars de chaque année de verser à la S.P.G.E. :

— sur le compte dénommé « frais de fonctionnement », 10 % du montant de la contribution dont il est redevable en vertu de l'article 7, 2° et 3°, du décret;

— sur le compte « solde de la contribution à affecter » le solde du compte dénommé « contribution au Fonds social de l'Eau », arrêté au 31 décembre de l'année précédente;

4° pour le 28 février de chaque année de communiquer à la S.P.G.E., par commune :

— le nombre de compteurs;

— le nombre de consommateurs en difficulté de paiement qui ont été communiqués, l'année précédente, sur la base des listes visées à l'article 11;

— le nombre d'interventions financières;

— le montant individualisé des interventions accordées;

— le montant global des interventions.

§ 3. La S.P.G.E. est tenue :

1° pour le 15 mars de chaque année, de :

— déterminer, sur la base des volumes d'eau facturés l'année précédente, le montant total de la contribution de chaque distributeur au Fonds social de l'eau pour l'année en cours et de le leur communiquer;

— déterminer et communiquer aux distributeurs le montant du droit de tirage supplémentaire dont dispose chaque C.P.A.S. compte tenu du solde de la contribution à affecter;

2° pour le 31 mars de chaque année, de communiquer à chaque C.P.A.S. :

— le montant du droit de tirage dont il dispose pour l'année en cours;

— le montant du droit de tirage supplémentaire dont il dispose compte tenu du solde de la contribution à affecter;

— un questionnaire annexé ainsi que le rapport annuel de l'année précédente;

3° pour le 30 avril de chaque année, de :

— payer à chaque C.P.A.S. les frais de fonctionnement sur un compte dénommé « frais de fonctionnement des C.P.A.S. »;

— verser aux distributeurs le montant du « solde de la contribution à affecter » calculé en vertu de l'article 9, § 2;

4° après son assemblée générale ordinaire, de communiquer au Ministre un rapport annuel reprenant les éléments suivants :

— le montant de la contribution au Fonds social de l'Eau, par distributeur, qui était disponible l'année précédente;

— le montant de la contribution au Fonds social de l'Eau utilisé, par distributeur, l'année précédente;

— le solde de la contribution au Fonds social de l'Eau non utilisé, par distributeur, l'année précédente;

— le montant total des soldes excédentaires;

— l'affectation du solde excédentaire;

— les montants relatifs aux frais de fonctionnement versés aux C.P.A.S.;

— les montants relatifs aux frais de fonctionnement de la S.P.G.E.;

— les montants affectés aux améliorations techniques.

Un mois après l'avoir communiqué au Ministre, le rapport annuel est transmis à la fédération des C.P.A.S. de l'Union des villes et communes de Wallonie ainsi qu'aux distributeurs et au Comité de contrôle de l'Eau. A ce moment, le Ministre organise une réunion d'évaluation entre les représentants des distributeurs, de la S.P.G.E., des C.P.A.S. et du Comité de contrôle de l'Eau.

§ 4. Chaque C.P.A.S. est tenu pour le 31 mai de chaque année, de renvoyer à la S.P.G.E. le questionnaire visé au § 3, 2°. Les données ainsi récoltées sont intégrées dans le rapport annuel.

Contribution au Fonds social de l'Eau

Art. 5. Chaque distributeur consigne le montant de sa contribution, communiqué par la S.P.G.E. en vertu de l'article 4, § 3, 1°, dans son budget et dans ses comptes sous une rubrique distincte dénommée « contribution au Fonds social de l'Eau ».

Droit de tirage des C.P.A.S.

Art. 6. Chaque C.P.A.S. compris dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur dispose, sur le compte ou dans le budget « contribution au Fonds social de l'Eau », d'un droit de tirage pour couvrir les dépenses d'intervention.

Le droit de tirage du C.P.A.S est fixé selon la formule suivante :

$$C \times 85 \% \times [80 \% (\text{cn C.P.A.S./cn distr}) + 15 \% (\text{di C.P.A.S./di distr}) + 5 \% (\text{r C.P.A.S./r distr})]$$

étant entendu que :

C : le montant total de la contribution du distributeur au Fonds social de l'Eau pour l'année en cours, communiqué au distributeur par la S.P.G.E. en vertu de l'article 4, § 3, 1°);

cn C.P.A.S. : nombre de consommateurs en difficulté de paiement repris dans les listes transmises, l'année précédente, par le distributeur au C.P.A.S.;

cn distr : nombre de consommateurs en difficulté de paiement sur l'ensemble des C.P.A.S. compris dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur;

di C.P.A.S. : nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale;

di distr : nombre de personnes qui au 31 décembre de l'année pénultième, pour l'ensemble des C.P.A.S., bénéficient du droit à l'intégration sociale dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur.

Lorsque le territoire d'une commune est couvert par plusieurs distributeurs, le calcul du nombre de personnes bénéficiant du droit à l'intégration sociale dans le ressort territorial du réseau de distribution d'un distributeur se calcule proportionnellement au nombre de compteurs du distributeur par rapport au nombre total des compteurs des distributeurs sur le territoire de la commune;

r C.P.A.S. : nombre de compteurs au réseau public de distribution d'eau du distributeur sur le territoire de la commune du C.P.A.S.;

r distr : nombre de compteurs au réseau public de distribution d'eau sur l'ensemble du territoire du distributeur.

Fonds destiné aux améliorations techniques

Art. 7. Les sommes consignées sous une rubrique affectée dénommée « fonds destiné aux dépenses d'améliorations techniques » sont destinées à la participation dans les dépenses d'améliorations techniques réalisées pour les consommateurs en difficulté de paiement ou l'ayant été les deux années précédant la demande d'intervention. Ces améliorations techniques peuvent consister notamment en la modification des installations de raccordement, la mise en place de compteur limiteur de débit et en la recherche de fuite dans l'installation intérieure du consommateur.

Frais de fonctionnement des C.P.A.S.

Art. 8. Les frais de fonctionnement des C.P.A.S. visés à l'article 4, § 3, 3^o, sont rémunérés forfaitairement en vertu de la formule suivante :

$$Ct \times 9 \% \times [90 \% \text{ cn C.P.A.S./cn R} + 5 \% (\text{di C.P.A.S./di R}) + 5 \% (\text{R C.P.A.S./R})]$$

étant entendu que :

Ct : le montant total de la contribution des distributeurs au Fonds social de l'Eau pour l'année en cours, communiqué aux distributeurs par la S.P.G.E. en vertu de l'article 4, § 3, 1^o;

cn C.P.A.S. : nombre de consommateurs en difficulté de paiement communiqué l'année précédente par le ou les distributeurs desservant le territoire de la commune du C.P.A.S.;

cn R : nombre de consommateurs en difficulté de paiement communiqué l'année précédente par les distributeurs à l'ensemble des C.P.A.S.;

di C.P.A.S. : nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale;

di R : nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, bénéficient du droit à l'intégration sociale, sur l'ensemble de la Région;

R C.P.A.S. : nombre de compteurs d'eau sur le territoire de la commune du C.P.A.S.;

R : nombre de compteurs d'eau sur l'ensemble du territoire de la Région.

Solde de la contribution à affecter

Art. 9. § 1^{er}. La S.P.G.E. verse le solde de la contribution à affecter visé à l'article 4, § 3, 2^e tiret, entre tous les distributeurs d'eau sur leur compte « contribution au Fonds social de l'Eau » de manière à permettre à chaque C.P.A.S. de disposer sur ce solde d'un montant proportionnel à l'utilisation de leur droit de tirage de l'année précédente par rapport à l'utilisation totale du droit de tirage de tous les C.P.A.S.

Ce montant est distribué au prorata du nombre de raccordements desservis par chaque distributeur dans le cas où le territoire d'un C.P.A.S. est couvert par plusieurs distributeurs.

§ 2. Le montant du droit de tirage supplémentaire dont dispose chaque C.P.A.S. pour l'année est calculé selon la formule suivante :

$$S \times (\text{udt C.P.A.S./udt C.P.A.S. R})$$

étant entendu que :

S : solde de la contribution à affecter;

udt C.P.A.S. : utilisation, pour l'année précédente, du droit de tirage du C.P.A.S.;

udt C.P.A.S. R : utilisation, pour l'année précédente, du droit de tirage des C.P.A.S.

CHAPITRE II. — Modalités d'intervention du fonds

Information au consommateur

Art. 10. § 1. Dans sa lettre de rappel, le distributeur informe le consommateur de la possibilité de bénéficier de l'intervention du Fonds social de l'Eau.

§ 2. En cas de non-paiement de la facture d'eau, à l'expiration du délai fixé dans le rappel, le distributeur envoie une lettre de mise en demeure.

§ 3. La lettre de mise en demeure reprend le texte suivant :

« Si vous éprouvez des difficultés à payer votre facture d'eau, vous avez la faculté de vous adresser au C.P.A.S. de votre commune qui pourra examiner avec vous les possibilités de vous aider à la prendre en charge, partiellement ou totalement, via le Fonds social de l'Eau.

En cas de non-paiement à l'issue du délai donné par la mise en demeure, nous transmettons d'initiative votre dossier au C.P.A.S. de votre commune.

Si vous ne voulez pas que votre dossier soit envoyé au C.P.A.S. de votre commune, veuillez nous en informer. Dans ce cas, les modalités d'intervention financière via le fonds social ne seront plus possibles.

Vos données sont confidentielles, le C.P.A.S. est tenu au secret professionnel. »

§ 4. En cas de prise en charge totale ou partielle de la facture d'eau par le Fonds social de l'Eau, le distributeur est tenu d'en informer le consommateur par courrier.

Information des distributeurs aux C.P.A.S.

Art. 11. § 1^{er}. Au minimum une fois par mois, le distributeur envoie aux C.P.A.S. une liste reprenant les coordonnées des consommateurs défaillants qui quinze jours après la mise en demeure n'ont pas fait opposition à la transmission de leurs données.

§ 2. D'initiative, les C.P.A.S. peuvent intervenir auprès du distributeur afin de demander l'intervention du fonds social au profit de consommateurs susceptibles de connaître des difficultés relatives au paiement de leurs factures d'eau et ce, avant l'établissement de la liste par le distributeur.

§ 3. Le distributeur tient à la disposition du C.P.A.S., à tout moment, les informations relatives au montant du solde de son droit de tirage ainsi que la liste des interventions de l'année en cours.

Contenu des informations

Art. 12. La liste fournie par le distributeur aux C.P.A.S. consiste en un relevé de compte unique qui reprend pour chaque facture non encore complètement soldée, les informations suivantes :

- les nom et adresse du consommateur défaillant;
- la date de facturation;
- le montant de la facture;
- le solde encore dû pour cette facture, ainsi que les frais y afférents.

Limitation de l'intervention et compatibilités avec d'autres actions sociales

Art. 13. § 1^{er}. La décision du C.P.A.S. quant à l'octroi et au montant de l'intervention financière est prise conformément aux dispositions de l'article 9 du décret.

§ 2. L'intervention du Fonds social de l'Eau dans le paiement de la facture du consommateur en difficulté de paiement est limitée à une somme annuelle de € 175.

Ce seuil est majoré de € 50 par personne à partir de la quatrième personne faisant partie du ménage du consommateur en difficulté de paiement.

Ces montants sont indexés chaque année au 1^{er} janvier et arrondis à l'euro, sur la base de l'évolution de l'indice santé, par référence à l'indice en application au 1^{er} janvier de l'année de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

§ 3. La décision du C.P.A.S. quant à une intervention à charge du Fonds social de l'Eau ne préjuge pas des mesures complémentaires ou alternatives qui peuvent être prises ou proposées aux consommateurs défaillants.

§ 4. Le distributeur peut, notamment à la demande du C.P.A.S., procéder à des améliorations techniques les plus adaptées à la situation ou au placement d'un compteur spécifique permettant de limiter et de réguler la consommation d'eau des usagers en difficulté de paiement.

Dispositions transitoires

Art. 14. Pour l'année 2004, les calculs du droit de tirage des C.P.A.S. et de leur frais de fonctionnement se basent à 75 % sur le nombre de personnes qui bénéficient du droit à l'intégration sociale et à 25 % sur le nombre de compteurs au réseau public de distribution d'eau du distributeur.

Entrée en vigueur

Art. 15. Le décret du 20 février 2003 relatif au Fonds social de l'Eau ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} mars 2004.

Art. 16. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE

RAPPORT RELATIF AU FONDS SOCIAL

C.P.A.S. DE

EXERCICE

1) Informations fournies par Le distributeur

Montant disponible au 01/01/....	EUR
Nombre de demandes de droit de tirage	
Montant total utilisé	EUR
Nombre de factures émises sur le territoire de votre commune (factures de régularisation annuelle exigibles, liquides, de clôture de compte)	
Nombre de factures ayant fait l'objet d'un rappel recommandé	

2) Informations fournies par le C.P.A.S.

- a) Nombre de minimisés sur le territoire de votre commune en date du 31/12/..... : _____
- b) Nombre de demandes d'intervention introduites par votre C.P.A.S. pour l'exercice en faveur :
- de bénéficiaires de l'intégration sociale : _____
 - de personnes surendettées : _____
 - d'autres cas : _____

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2004 portant exécution et fixant les modalités du décret du 20 février 2003 relatif à la création d'un Fonds social de l'Eau en Région Wallonne.

Namur, le 4 février 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 1002

[2004/200754]

4 FEBRUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 20 februari 2003 houdende oprichting van een Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest en tot bepaling van de desbetreffende modaliteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 20 februari 2003 houdende oprichting van een Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest;

Gelet op de artikelen 128, § 1, en 138 van de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994;

Gelet op het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een openbare maatschappij voor waterbeheer, inzonderheid op artikel 6, § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 oktober 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 oktober 2003;

Gelet op het advies van het Comité voor watercontrole, uitgebracht op 1 december 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 26 november 2003;

Gelet op het advies van de « S.P.G.E. », uitgebracht op 5 december 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 14 januari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel, begripsomschrijving en beheersmodaliteiten*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet. Het is slechts op het grondgebied van het Franse taalgebied toepasselijk.

Doel

Art. 2. Het Sociaal Waterfonds is het financieel mechanisme dat op het grondgebied van het Franse taalgebied tussenkomen ten gunste van de verbruikers die moeilijkheden ondervinden om hun waterfactuur te betalen.

Te dien einde wordt de opbrengst van de bijdragen in het Sociaal Waterfonds voor vier uitgavencategorieën bestemd, namelijk :

- 85 % voor de uitgaven inzake tegemoetkoming;
- 9 % voor de uitgaven betreffende de werking van de O.C.M.W.'s;
- 5 % voor de uitgaven inzake technische verbeteringen;
- 1 % voor de uitgaven betreffende de werking van de « S.P.G.E. ».

Begripsomschrijving

Art. 3. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1) verbruiker met betalingsmoeilijkheden : de verbruiker vermeld op de in artikel 11 bedoelde lijst, overgemaakt door de leverancier aan het O.C.M.W. wegens het feit dat de verbruiker na afloop van de aanmaningstermijn niet in staat is zijn distributiewaterfactuur geheel of gedeeltelijk te betalen;

2) uitgaven inzake tegemoetkoming : de uitgaven betreffende de financiële tegemoetkoming ten gunste van de verbruikers die moeilijkheden ondervinden om hun waterfactuur te betalen;

3) uitgaven betreffende de werking van de O.C.M.W.'s : de uitgaven betreffende de kosten voor de werking, de administratieve en personeelskosten van de O.C.M.W.'s bij het beheren van de dossiers die onder het Sociaal Waterfonds ressorteren;

4) uitgaven inzake technische verbeteringen : de tussenkomsten van de leveranciers in het kader van de technische verbeteringen van de waterinstallaties van de verbruikers die in aanmerking komen voor de financiële tegemoetkoming in de betaling van hun waterfactuur;

5) uitgaven betreffende de werking van de « S.P.G.E. » : de uitgaven voor het beheer van het Sociaal Waterfonds;

6) decreet : het decreet van 20 februari 2003 houdende oprichting van een Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest;

7) waterfactuur : de factuur betreffende de dienstverstrekking inzake levering van distributiewater, in voorkomend geval vermeerderd met de kosten voor rappels en aanmaningen en met de verwijlinteresten;

8) Minister : de Minister bevoegd voor het Waterbeleid.

Bijdragen van de leveranciers, de « S.P.G.E. » en de O.C.M.W.'s

Art. 4. § 1. De leveranciers, de « S.P.G.E. » en de O.C.M.W.'s dragen bij in de werking van het Sociaal Waterfonds volgens de modaliteiten bedoeld in de onderstaande paragrafen.

§ 2. De leveranciers moeten :

1° bij het afsluiten van het boekjaar of van de begroting in hun rekeningen en begrotingen een voorschot identificeren voor de uitgaven inzake tegemoetkoming, één voor de uitgaven betreffende de werking van de O.C.M.W.'s, één voor de uitgaven inzake technische verbeteringen en één voor de uitgaven betreffende de werking van de « S.P.G.E. »;

2° jaarlijks uiterlijk 28 februari aan de « S.P.G.E. » een activiteitenrapport overmaken waarin hoe dan ook de volgende gegevens voorkomen :

- het in m³ uitgedrukte watervolume gefactureerd voor het vorige jaar;
- het bedrag van de gebruikte fondsen bestemd voor technische verbeteringen en de bestemming ervan;

- het saldo van de bijdrage in het Sociaal Waterfonds van het vorige jaar;
- 3° jaarlijks uiterlijk 31 maart aan de « S.P.G.E. » :
 - op de rekening werkingskosten 10 % van het bedrag van de bijdrage storten dat hij verschuldigd is overeenkomstig artikel 7, 2° en 3°, van het decreet;
 - op de rekening « saldo van de te bestemmen bijdrage » het saldo storten van de rekening « bijdrage in het Sociaal Waterfonds », vastgelegd op 31 december van het vorige jaar;
 - 4° jaarlijks uiterlijk 28 februari de volgende gegevens per gemeente aan de « S.P.G.E. » meedelen :
 - het aantal meters;
 - het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden meegedeeld het vorige jaar op basis van de lijsten bedoeld in artikel 11;
 - het aantal financiële tegemoetkomingen;
 - het geïndividualiseerde bedrag van de verleende tegemoetkomingen;
 - het globaal aantal tegemoetkomingen.
- § 3. De « S.P.G.E. » moet :
 - 1° jaarlijks uiterlijk 15 maart :
 - op basis van de voor het voorafgaande jaar gefactureerde watervolumes het totaalbedrag van de bijdrage van elke verdeler in het Sociaal Waterfonds bepalen voor het lopende jaar en het hen meedelen;
 - het bedrag bepalen van het bijkomende trekkingsrecht waarover elk O.C.M.W. beschikt, rekening houdende met het saldo van de te bestemmen bijdrage, en het aan de verdelers meedelen;
 - 2° elk O.C.M.W. jaarlijks uiterlijk 31 maart kennis geven van :
 - het bedrag van het trekkingsrecht waarover het beschikt voor het lopende jaar;
 - het bedrag van het bijkomende trekkingsrecht waarover het beschikt, rekening houdende met het saldo van de te bestemmen bijdrage en
 - hem een bijgevoegde vragenlijst bezorgen, samen met het jaarverslag van het vorige jaar;
 - 3° jaarlijks uiterlijk 30 april :
 - aan elk O.C.M.W. de werkingskosten betalen op de rekening « werkingskosten van de O.C.M.W.'s »;
 - aan de verdelers het bedrag storten van het « saldo van de te bestemmen bijdrage », berekend overeenkomstig artikel 9, § 2;
 - 4° na haar gewone algemene vergadering de Minister een jaarverslag overleggen waarin de volgende gegevens voorkomen :
 - het bedrag van de bijdrage in het Sociaal Waterfonds dat het vorige jaar per verdeler beschikbaar was;
 - het bedrag van de bijdrage in het Sociaal Waterfonds dat het vorige jaar per verdeler gebruikt werd;
 - het saldo van de bijdrage in het Sociaal Waterfonds dat het vorige jaar per verdeler niet gebruikt werd;
 - het totaalbedrag van de overtollige saldi;
 - de bestemming van het overtollige saldo;
 - de bedragen betreffende de werkingskosten gestort aan de O.C.M.W.'s;
 - de bedragen betreffende de werkingskosten van de « S.P.G.E. »;
 - de bedragen bestemd voor de technische verbeteringen.

Het verslag wordt aan de Minister voorgelegd en een maand later aan de federatie van de O.C.M.W.'s van de « Union des villes et communes de Wallonie » (Vereniging van de steden en gemeenten van Wallonië), alsook aan de verdelers en aan het Comité voor watercontrole. De Minister organiseert dan een evaluatievergadering tussen de vertegenwoordigers van de verdelers, van de « S.P.G.E. », de O.C.M.W.'s en het Comité voor watercontrole.

§ 4. Elk O.C.M.W. stuurt jaarlijks uiterlijk 31 mei de in § 3, 2°, bedoelde vragenlijst terug naar de « S.P.G.E. ». De aldus ingezamelde gegevens worden opgenomen in het jaarverslag.

Bijdrage in het Sociaal Waterfonds

Art. 5. Elke verdeler vermeldt het bedrag van zijn bijdrage, dat door de « S.P.G.E. » meegedeeld wordt krachtens artikel 4, § 3, 1°, in zijn begroting en in zijn rekeningen in de aparte rubriek « bijdrage in het Sociaal Waterfonds ».

Trekkingsrecht van de O.C.M.W.'s

Art. 6. Elk O.C.M.W. gevestigd op het territoriale ambtsgebied dat overeenstemt met het distributienet van de verdeler beschikt op de rekening of de begroting « bijdrage in het Sociaal Waterfonds » over een trekkingsrecht om de uitgaven inzake tegemoetkoming te dekken.

Het trekkingsrecht van het O.C.M.W. wordt vastgelegd volgens onderstaande formule :

$$C \times 85 \% \times [80 \% (\text{cn C.P.A.S./cn distr}) + 15 \% (\text{di C.P.A.S./di distr}) + 5 \% (\text{r C.P.A.S./r distr})]$$

waarbij :

C : het totaalbedrag van de bijdrage van de verdeler in het Sociaal Waterfonds voor het lopende jaar, door de « S.P.G.E. » aan de verdeler meegedeeld krachtens artikel 4, § 3, 1°;

cn « C.P.A.S. » : aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden vermeld op de lijsten die de verdeler het vorige jaar aan het O.C.M.W. heeft overgemaakt;

cn distr : aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden voor het geheel van de O.C.M.W.'s gevestigd op het territoriale ambtsgebied dat overeenstemt met het distributienet van de verdeler;

di C.P.A.S. : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar voor betrokken O.C.M.W. het recht op sociale integratie geniet;

di verdeler : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar voor de gezamenlijke O.C.M.W.'s het recht op sociale integratie geniet op het territoriale ambtsgebied dat overeenstemt met het distributienet van de verdeler.

Als het grondgebied van een gemeente door verschillende verdelers bediend wordt, wordt het aantal personen dat het recht op sociale integratie geniet op het territoriale ambtsgebied van het distributienet van een verdeler berekend naar evenredigheid met het aantal meters van de verdeler t.o.v. het totaal aantal meters van de verdelers op het grondgebied van de gemeente;

r « C.P.A.S. » : aantal meters aangesloten op het openbare waterdistributienet van de verdeler op het grondgebied van de gemeente;

r distr : aantal meters aangesloten op het openbare waterdistributienet op het gezamenlijke grondgebied van de verdeler.

Fonds bestemd voor technische verbeteringen

Art. 7. De sommen geconsigneerd in de rubriek « Fonds bestemd voor technische verbeteringen » dienen voor de tegemoetkoming in de uitgaven voor de technische verbeteringen uitgevoerd ten gunste van verbruikers met betalingsmoeilijkheden of die betalingsmoeilijkheden hadden de twee laatste jaren vóór de aanvraag om tegemoetkoming. Die technische verbeteringen kunnen o.a. bestaan in de aanpassing van de aansluitingsinstallaties, in de plaatsing van een debietbeperkende meter en in de opsporing van lekkages in de binneninstallatie van de verbruiker.

Werkingskosten van de O.C.M.W.'s

Art. 8. De forfaitaire tegemoetkoming in de werkingskosten van de O.C.M.W.'s bedoeld in artikel 4, § 3, 3^o, wordt berekend volgens onderstaande formule :

$$Ct \times 9 \% \times [90 \% \text{ cn C.P.A.S./cn R} + 5 \% (\text{di C.P.A.S./di R}) + 5 \% (\text{R C.P.A.S./R})]$$

waarbij :

Ct : het totaalbedrag van de bijdrage van de verdelers in het Sociaal Waterfonds voor het lopende jaar, door de « S.P.G.E. » aan de verdelers meegedeeld krachtens artikel 4, § 3, 1^o;

cn « C.P.A.S. » : aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden meegedeeld het vorige jaar door de verdeler(s) die het grondgebied van de gemeente bedient (bedienen);

cn R : aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden meegedeeld het vorige jaar door de verdelers aan de gezamenlijke O.C.M.W.'s;

di « C.P.A.S. » : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar voor betrokken O.C.M.W. het recht op sociale integratie geniet;

di R : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar op het gezamenlijke grondgebied van het Gewest het recht op sociale integratie geniet;

R « C.P.A.S. » : aantal watermeters op het grondgebied van de gemeente van het O.C.M.W.;

R : aantal watermeters op het gezamenlijke grondgebied van het Gewest.

Saldo van de te bestemmen bijdrage

Art. 9. § 1. Het in artikel 4, § 3, tweede streepje, bedoelde saldo van de onder alle waterverdelers te bestemmen bijdrage wordt door de « S.P.G.E. » op hun rekening « bijdrage in het Sociaal Waterfonds » gestort zodat elk O.C.M.W. op dat saldo kan beschikken over een bedrag evenredig met het gebruik van zijn trekkingsrecht van het vorige jaar t.o.v. het totaalgebruik van het trekkingsrecht van de gezamenlijke O.C.M.W.'s.

Dat bedrag wordt verminderd naar rato van het aantal aansluitingen bediend door elke verdeler als het grondgebied van een O.C.M.W. door verschillende verdelers bediend wordt.

§ 2. Het bedrag van het bijkomende trekkingsrecht waarover elk O.C.M.W. voor het jaar beschikt, wordt berekend volgens onderstaande formule :

$$S \times (\text{udt C.P.A.S./udt C.P.A.S. R})$$

waarbij :

S : saldo van de te bestemmen bijdrage;

udt « C.P.A.S. » : gebruik voor het vorige jaar van het trekkingsrecht van het O.C.M.W.;

udt « C.P.A.S. » R : gebruik voor het vorige jaar van het trekkingsrecht van de O.C.M.W.'s.

HOOFDSTUK II. — *Modaliteiten inzake tegemoetkoming van het Fonds*

Informatieverstrekking aan de verbruiker

Art. 10. § 1. In zijn herinneringsbrief wijst de verdeler de verbruiker op de mogelijkheid om de tegemoetkoming van het Sociaal Waterfonds te genieten.

§ 2. Bij niet-betaling van de waterfactuur na afloop van de termijn die in de herinneringsbrief vermeld staat, stuurt de verdeler een aanmaningsbrief.

§ 3. De aanmaningsbrief bevat onderstaande tekst :

« Als u moeilijkheden ondervindt om uw waterfactuur te betalen, dan kunt u terecht bij het O.C.M.W. van uw gemeente waar met u gezocht zal worden naar oplossingen om u te helpen de factuur geheel of gedeeltelijk via het Sociaal Waterfonds te betalen.

Bij niet-betaling na afloop van de aanmaningstermijn maken wij uw dossier op eigen initiatief over aan het O.C.M.W. van uw gemeente.

Verwittig ons als u niet wenst dat uw dossier naar het O.C.M.W. van uw gemeente gestuurd wordt. In dat geval kan geen financiële tegemoetkoming via het Sociaal fonds verleend worden.

Uw gegevens zijn vertrouwelijk, het O.C.M.W. is gehouden tot het beroepsgeheim. »

§ 4. Als het Sociaal Waterfonds de waterfactuur geheel of gedeeltelijk ten laste neemt, verwittigt de verdeler de verbruiker in een schrijven.

Informatie verstrekt door de verdelers aan de O.C.M.W.'s

Art. 11. § 1. De verdeler bezorgt de O.C.M.W.'s minstens één keer per maand een lijst met de personalia van de verbruikers met betalingsmoeilijkheden die zich vijftien dagen na de aanmaning niet hebben verzet tegen de verzending van hun gegevens.

§ 2. De O.C.M.W.'s kunnen op eigen initiatief bij de verdeler tussenkomen om de tegemoetkoming van het sociaal fonds te vragen ten gunste van de verbruikers die betalingsmoeilijkheden zouden kunnen ondervinden vóór de opstelling van de lijst door de verdeler.

§ 3. Het O.C.M.W. kan bij de verdeler steeds inzage nemen van de gegevens betreffende het bedrag van het saldo van zijn trekkingsrecht, alsmede van de lijst van de tegemoetkomingen voor het lopende jaar.

Inhoud van de informatie

Art. 12. De door de verdeler aan de O.C.M.W.'s overgemaakte lijst bestaat uit een enig rekeningoverzicht dat voor elke nog niet volledig betaalde factuur de volgende gegevens bevat :

- de naam en het adres van de verbruiker met betalingsmoeilijkheden;
- de facturatedatum;
- het bedrag van de factuur;
- het verschuldigde saldo, alsook de desbetreffende kosten.

Beperking van de tegemoetkoming en compatibiliteiten met andere sociale acties

Art. 13. § 1. Het O.C.M.W. beslist over de toekenning en het bedrag van de financiële tegemoetkoming overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van het decreet.

§ 2. De tegemoetkoming van het Sociaal Waterfonds in de betaling van de factuur van de verbruiker met betalingsmoeilijkheden wordt beperkt tot een jaarlijks bedrag van € 175.

Die drempel wordt verhoogd met € 50 per persoon vanaf de vierde persoon die deel uitmaakt van het gezin van de verbruiker met betalingsmoeilijkheden.

Die bedragen worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd en op de euro afgerond op basis van de evolutie van de gezondheidsindex, met verwijzing naar de index van toepassing op 1 januari van het jaar van de inwerkingtreding van het besluit.

§ 3. De beslissing van het O.C.M.W. i.v.m. een tegemoetkoming ten laste van het sociaal fonds loopt niet vooruit op eventuele bijkomende of alternatieve maatregelen die aan de verbruikers met betalingsmoeilijkheden gesuggereerd kunnen worden.

§ 4. De verdeler kan, o.a. op verzoek van het O.C.M.W., de technische verbeteringen uitvoeren die het meest geschikt zijn in bedoelde situatie of een specifieke meter plaatsen om het waterverbruik van gebruikers met betalingsmoeilijkheden te beperken en te reguleren.

Overgangsbepalingen

Art. 14. Voor het jaar 2004 worden het trekkingsrecht en de werkingskosten van de O.C.M.W.'s voor 75 % berekend op grond van het aantal personen dat het recht op sociale integratie geniet en voor 25 % op grond van het aantal meters aangesloten op het openbaar waterdistributienet van de verdeler.

Inwerkingtreding

Art. 15. Het decreet van 20 februari 2003 betreffende het Sociaal Waterfonds en dit besluit treden in werking op 1 maart 2004.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE

VERSLAG BETREFFENDE HET SOCIAAL FONDS

O.C.M.W. VAN

BOEKJAAR

1) Gegevens verstrekt door de verdeler

Bedrag beschikbaar op 01/01/....	EUR
Aantal aanvragen om trekkingsrecht	
Gebruikt totaalbedrag	EUR
Aantal facturen uitgegeven op het grondgebied van uw gemeente (opeisbare facturen inzake jaarlijkse regularisatie, contanten, van rekeningafsluiting)	
Aantal facturen waarvoor een aangetekende herinneringsbrief is toegezonden	

2) Gegevens verstrekt door het O.C.M.W.

- a) Aantal bestaansminima op het grondgebied van uw gemeente op 31/12/..... : _____
- b) Aantal aanvragen om tegemoetkoming ingediend door uw O.C.M.W. voor het boekjaar
- ten gunste : - van gerechtigden op sociale integratie : _____
- van personen met zware schulden : _____
- andere gevallen : _____

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2004 tot uitvoering van het decreet 20 februari 2003 houdende oprichting van een Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest en tot bepaling van de desbetreffende modaliteiten.

Namen, 4 februari 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET